



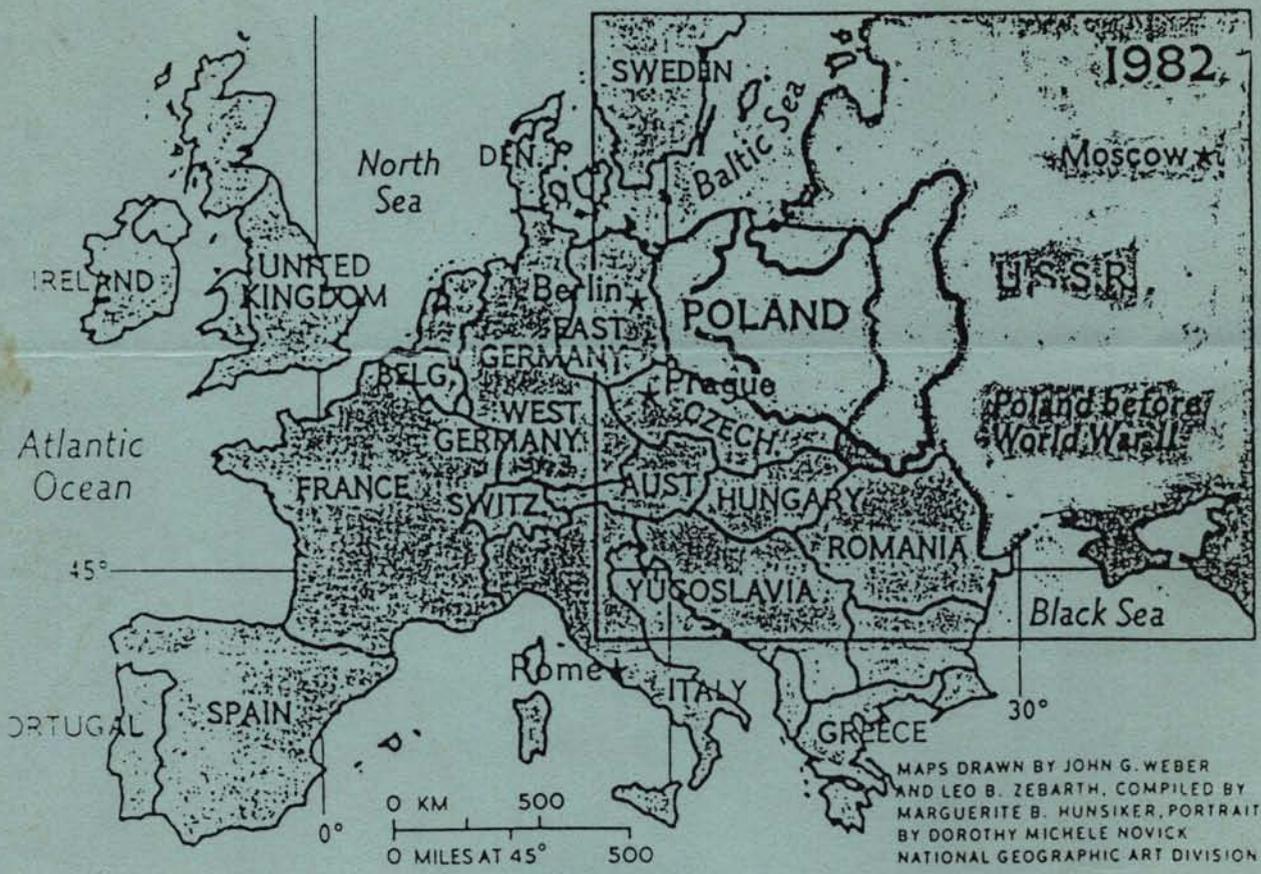
Pol - Presse

Lettre hebdomadaire d'information sur la Pologne

directeur Jacques Mouriquand

rédacteur en chef Andri Butkowskii

ETRE VAINCU ET NE PAS SE SOUMETTRE, C'EST ÇA LA VICTOIRE. - PILSUDSKI



N° 30/31 [126/127]

IIIe année de publication

semaines 26/3-2/4 et 2/4-9/4/1985

YALTA

L'AVANT-YALTA - QUELQUES DATES-REPERES

1 - Nuit du 23 au 24 août 1939

A Moscou, le ministre allemand des Affaires étrangères, Von Ribbentrop, signe avec son homologue soviétique, Molotov, deux traités. Le premier, nommé "pacte de non-agression" ne contient pas - à la différence de tous les autres pactes semblables que Moscou a signés auparavant - de clause qui précise sans ambiguïté que si l'un des signataires attaque un état tiers, l'autre a le droit de rompre immédiatement le pacte.

Cette absence indique clairement que le Kremlin n'était pas opposé à l'agression de la Pologne, déjà envisagée.

C'était d'ailleurs logique si l'on prend en considération le second document, signé la même nuit: le "protocole ultra-secret" qui prévoyait que "en cas de changements politiques et territoriaux" dans la zone des Etats Baltes [Lituanie, Lettonie, Estonie et Finlande] et de la Pologne, la frontière septentrionale de la Lituanie (dont les prétentions concernant la région de Wilno sont reconnues) et la ligne "approximativement" tracée par la Narew, la Vistule et la San, constitueraient "la frontière des zones d'influence de l'Allemagne et de l'Union Soviétique".

Avec l'approbation des Allemands, l'Union Soviétique inclut dans "sa" zone la Bessarabie roumaine.

La question de savoir si "les intérêts des deux côtés exigent ou non le maintien d'un état polonais indépendant et, dans le cas affirmatif, dans quelles frontières", devait être tranchée plus tard, "au cours des événements ultérieurs".

L'existence de ce protocole secret en annexe au pacte de non-agression ne fut révélée que lors du procès de Nuremberg, au cours de l'interrogatoire de Von Ribbentrop, en mars 1946. * [cf Malinowski, 25 et ss.]

- 2 - Le 1er septembre 1939, à 04h45, le croiseur allemand Schleswig-Holstein "en visite" commence à tirer sur le port de Westerplatte. Simultanément, l'aviation allemande bombarde l'intérieur du pays, où Varsovie est atteinte à 6h. La Deuxième Guerre Mondiale a commencé.
- 3 - Le 3 septembre 1939, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.
- 4 - Le 17 septembre 1939, l'Armée Rouge pénètre sur le territoire polonais à l'Est du pays. La collaboration souvent étroite avec l'armée allemande est montrée dans des exemples précis [cf Malinowski, ibid.].

5 - Un gouvernement, dit Conseil National Polonais, créé en France par le général Sikorski au lendemain de l'attaque allemande, s'installe à Londres, en juin 1940.

6 - Le 22 juin 1941: début du conflit germano-soviétique.

7 - Radio Berlin, le 13 avril 1943:

"On nous informe de Smolensk, que la population locale a indiqué aux autorités allemandes l'endroit d'exécutions de masse secrètes, exécutées par les Bolchéviques, où la GPU (prédécesseur de la KGB - police secrète soviétique - Pol-Presse) a assassiné 10 000 officiers polonais. Les autorités allemandes se sont rendu à Kosogory (dans la forêt de Katyn - Pol-Presse) [...] à 16 kilomètres à l'ouest de Smolensk, où elles ont fait une découverte terrible. Elles ont trouvé une fosse longue de 20 m et large de 16 m, dans laquelle se trouvaient, en 12 couches superposées, les cadavres d'officiers polonais au nombre de 3 000. Les corps étaient en uniforme complet, étaient parfois liés les uns aux autres, et montraient tous des blessures de balles dans la nuque. L'identification était aisée, étant donné que les cadavres étaient momifiés par l'humidité du sol, et que les Bolchéviques avaient laissé les documents personnels sur les corps. [...] Sous les couches découvertes, il y en a d'autres. On évalue le nombre d'officiers assassinés à 10 000, ce qui correspondrait plus ou moins à la totalité du corps d'officiers polonais capturés par les Bolchéviques [...]." (Cf Katyn - documents, 85).

L'affaire de Katyn conduira à la rupture des relations diplomatiques de Staline avec le gouvernement polonais à Londres.

8 - Le 21 juillet 1944, les communistes polonais forment, à Lublin, le PKWN (Comité Polonais de Libération Nationale), soutenu par Staline. Ce Comité proclame la création de la "République populaire de Pologne", sous la présidence de B. Bierut.

9 - Le 1er août 1944 c'est l'insurrection nationale contre les occupants qui éclate à Varsovie, sous la direction du général Bor-Komorowski, fondateur de l'Armée du Pays (Armia Krajowa - résistance non-communiste). L'insurrection cesse le 2 octobre 1944 au soir. On estime que quelque 18 000 soldats et 150 000 civils y ont trouvé la mort; 600 000 personnes sont passées par le camp de transit de Pruszkow pour être acheminées vers l'Allemagne pour les travaux forcés (165 000 personnes), et vers des camps de concentration (environ 60 000).

La ville de Varsovie est pratiquement rasée. Malinowski donne les chiffres suivants:

"Des 24 724 maisons, 10 455 ont été totalement détruites, 923 monuments classés, 25 églises et temples, l'École Polytechnique, l'Université et la Bibliothèque Nationale, 14 bibliothèques, 140 écoles de tous les niveaux, ont été bombardés, brûlés, anéantis" (p. 747).

Les Polonais sont seuls à se battre à Varsovie. L'Armée Rouge se tient de l'autre côté de la Vistule. M. Georges F. Kennan, conseiller de l'ambassade américaine à Moscou, note dans ses mémoires les propos du ministre soviétique, Vichinsky, à l'ambassadeur américain, A. Harriman:

"Nous ne nous soucions aucunement des soldats de la résistance polonaise qui n'ont pas reconnu la domination communiste. Pour nous, ils ne valent pas mieux que les Allemands, et si les Allemands se tuent entre eux, tant mieux. Ce que pensent les Américains nous est indifférent". (Rollet, 409).

10 - Le 6 mars 1945, les Soviétiques invitent le délégué du gouvernement polonais de Londres en Pologne à rencontrer un représentant militaire soviétique, "dans une atmosphère de compréhension et de confiance mutuelles, pour décider des questions très importantes et empêcher leur aggravation" (Stypulkowski, vol II, p. 55).

L'invitation est acceptée: seize représentants des autorités polonaises non-communistes partent pour Moscou pour .. être kidnappés, accusés d'avoir été "les fondateurs et les leaders de l'organisation souterraine polonaise dans les arrières de l'Armée Rouge sur les territoires de la Russie Blanche occidentale, de l'Ukraine, en Lituanie et en Pologne". Quelques-uns seulement sont rentrés en Pologne. (Malinowski, 899).

Les événements des années 1944-1945 ont exercé une influence durable sur l'état des consciences de la société polonaise. Celle-ci doit se rendre à l'évidence de l'avantage écrasant de l'Union Soviétique, de la nécessité de respecter ses intérêts dussent-ils aller contre les intérêts polonais. Cette lucidité fut encore favorisée par la déception provoquée par la politique des puissances occidentales. Si l'on rejetait la perspective d'une troisième guerre mondiale, la Pologne devait trouver toute seule un modus vivendi avec l'Union Soviétique. Initialement, les espoirs de trouver un compromis polono-soviétique étaient relativement grands, basés sur l'hypothèse que les intérêts soviétiques ne touchaient pas la vie intérieure politique, économique et culturelle polonaise. Ainsi on voyait apparaître, à côté de la résistance souterraine politique et armée faiblissante, et du mouvement d'opposition aux décisions de Yalta, une direction qui acceptait Yalta et était résignée à collaborer avec les communistes polonais dans l'organisation de la Pologne d'après-guerre". (Holzer, 10).

Mais au fil des années, ponctuées par des crises - celles de 1956, 1970, 1980 en Pologne, celles de 1953 en République Démocratique Allemande, de 1956 en Hongrie, et de 1968 en Tchécoslovaquie, cet état de choses a bien évolué.

En Pologne, les communistes n'existent pour ainsi dire plus; et ceux qui exercent le pouvoir ainsi que leurs supporters, s'ils se réclament de l'idéologie communiste ne le font que pour mieux préserver l'appareil. Quant aux faits historiques: la propagande nie toujours la réalité la plus accablante et déforme à sa guise les réalités que l'on ne saurait ignorer. Une opposition vérité-mensonge s'est ainsi installée de façon durable, une opposition que Solidarnosc et sa dissolution n'ont fait que mettre davantage en évidence.

Il est devenu commun de considérer les Accords de Yalta comme responsables de cette situation.

Notre mini-dossier a pour but de présenter un certain nombre d'informations et de données qui permettront à nos lecteurs - nous l'espérons - de mieux situer le débat dont l'émission dans le cadre des Dossiers de l'Ecran du mardi 2 avril 1985 n'est qu'une des multiples formes.

Cela fait bien 40 ans maintenant, que quelques dizaines de millions d'Européens vivent en dehors de cette prétentieuse "Europe" qui préoccupe tant les politiciens occidentaux. Et pourtant, l'Europe, la vraie, n'est pas celle des six, des dix, des douze ou même des dix-huit. Seul l'Europe tout court, finalement reconnue comme telle par tous mérite notre attention. Et sa construction exige que l'on sorte de Yalta. Pour cela, d'abord, ne l'oublions pas.

YALTA ET SES CONSEQUENCES

La conférence de Yalta commence le 4 février 1945. Un des conseillers de Churchill qui y a assisté raconte:

"Dès le début, la conférence de Yalta a pris un tour déplorable. Le président Roosevelt a déclaré immédiatement après son arrivée qu'il devait partir le samedi suivant [10 février]. A partir de ce moment, tout le monde savait que les Russes avaient gagné. Il fallait bien signer quelque chose. Et nous n'avions que six jours pour formuler un document. C'est tout à fait ridicule. Churchill aurait dit que même le Bon Dieu avait eu besoin de sept jours... Une telle façon de faire de la diplomatie est stupide, surtout s'il s'agit de problèmes d'une si grande importance. Nous discutons bien de l'avenir de l'organisation des Nations Unies, du droit de

veto au Conseil de sécurité, etc. Il était tout simplement impossible de faire tout cela en six jours".

[BBC, Eagle and Small Birds]

Les Soviétiques étaient d'autant plus gagnants, que leur position tant sur le plan militaire que stratégique était très forte. La bataille de Stalingrad avait à l'évidence renversé la marche des événements en arrêtant la progression des forces allemandes, et la présence solide de l'Armée Rouge en Europe Centrale assura à Staline l'avantage dans les négociations.

Cette présence de l'Armée Rouge avait encore un corollaire non négligeable, c'est-à-dire notamment l'élimination des élites intellectuelles des territoires occupés.

R. Conquest (historien, Columbia University):

"Après avoir occupé la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, les Soviétiques ont déporté environ 20% des populations. Parmi ces déportés, il y eut des personnalités de tout premier plan du monde de la politique, de la culture et de la science. Ce qui plus est, au sujet des Polonais et des Hongrois, Staline devait dire que c'étaient là des nations puissantes puisqu'elles avaient leur propre aristocratie. Dans ce contexte, l'assassinat de 15 000 officiers à Katyn devait faciliter la domination de la Pologne". [Cité par BBC, ibid.).

A Yalta, le premier but de Staline était de définir un statut de la Pologne qui serait conforme aux intérêts soviétiques. A la domination de fait par l'Union Soviétique il veut donner une légitimité internationale et il désire s'assurer des bases d'un contrôle permanent de ce pays voisin.

Quant à ses interlocuteurs, Roosevelt et Churchill, une vision cohérente des buts à atteindre pendant cette conférence, leur faisait défaut. Hélène Carrère d'Encausse écrit:

"A la prééminence acquise par l'U.R.S.S. dans l'Est européen, Churchill souhaite opposer un équilibre du continent tout entier, fondé sur le renforcement de la France et le maintien de l'intégrité allemande. Il considère que seule la réintégration de ces deux pays dans le concert européen pourra contrebalancer la puissance soviétique et, à terme peut-être, l'éroder. Mais, en même temps, Churchill se préoccupe de l'Empire britannique qu'il entend sauvegarder. La pensée de Roosevelt est moins européenne, ou, en tout cas, moins immédiatement liée à la situation du continent. Pour le présent, Roosevelt est avant tout préoccupé d'assurer la participation soviétique à la guerre dans le Pacifique. Pour le futur, il pense que les difficultés continentales ne

peuvent trouver de solution qu'en perpétuant l'alliance de guerre dans la paix, c'est-à-dire dans le cadre d'une organisation internationale qui lierait l'U.R.S.S. aux principes et règles d'action qu'elle aurait acceptés. De là, l'importance que Roosevelt attache à gagner l'accord soviétique à la création des Nations unies, cadre le plus favorable à ses yeux des relations internationales futures".

[Encausse, pp 40-41)]

Les Polonais n'étaient pas de la partie. Le fait est pour le moins étrange: les millions de morts polonais sur tous les champs de bataille et le fait qu'on décidait de l'avenir de leur pays, n'étaient donc visiblement pas une raison suffisante pour leur présence. Il est vrai que l'existence de deux représentations opposées de la Pologne ne facilitait pas les choses, mais les intentions de Staline étaient déjà bien arrêtées et claires, et des événements de l'ampleur de Katyn auraient du - pourrait-on penser - décider les alliés occidentaux à une plus grande loyauté envers les Polonais.

Mais Churchill tenait à une alliance militaire avec Moscou et ne voulait pas vexer les Russes, à tel point que son ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, a mis en garde les diplomates polonais à Londres: Staline maintiendra ses relations diplomatiques avec votre gouvernement, si celui-ci rejette la responsabilité du massacre de Katyn sur les Allemands.

Les 24 mai 1943 et 11 février 1944, Sir Owen O'Malley, ambassadeur britannique auprès du gouvernement polonais à Londres, a présenté à Churchill deux rapports rédigés sur ordre du roi Georges VI. Ce diplomate n'avait aucun doute sur l'identité des assassins de Katyn, mais quelques jours après, M. Eden réaffirmait aux Communes que le Royaume-Uni attribuait le massacre aux Allemands. La politique a ses raisons que la raison a du mal à comprendre...

Ainsi, le gouvernement polonais à Londres, affaibli et divisé par suite de l'accord conclu à Téhéran sur les déplacements vers l'Ouest des frontières, était-il réduit à des initiatives verbales. Dans un "mémoire" rédigé à l'intention de la Conférence de Yalta, on constate que le gouvernement polonais considère, de concert avec les alliés occidentaux, "que les problèmes territoriaux doivent être réglés après la fin des opérations militaires seulement". Pourtant, "il est prêt à un règlement à l'amiable du contentieux polono-soviétique créé par les prétentions soviétiques aux territoires de l'Est de la République" et il "acceptera toute méthode prévue par le droit international" pour un "juste règlement de ce contentieux, avec la participation des deux parties" [...]

Plus loin dans le texte: après le retour en Pologne des autorités de l'état et des "citoyens partis à cause de la guerre", on procédera à des élections parlementaires, "la libre expression de la volonté" étant assurée à tous les citoyens. Le parlement définirait "le nouveau gouvernement polonais légitime". "Le gouvernement polonais [en exil] ne reconnaîtra en aucun cas des décisions unilatérales" relatives à la Pologne prises en dehors de lui et sans son accord.

On compte sur les alliés occidentaux pour ne pas reconnaître certains "faits accomplis" et en particulier un "gouvernement fantoche", car une telle reconnaissance signifierait la liquidation de l'indépendance polonaise pour la sauvegarde de laquelle on a commencé la guerre" (cf Malinowski, 827).

Ce "mémoire" reste sans réponse. Tout comme l'appel du premier ministre (en exil) Arcizewski, envoyé le 3 janvier 1945 à Churchill et à Roosevelt et dans lequel celui-ci écrit qu'il espère que le principe des "quatre libertés fondamentales", affirmé par le président américain, sera également appliqué à la Pologne, tout en exprimant sa conviction que Roosevelt et Churchill empêcheront "des décisions qui porteraient atteinte aux droits légitimes de la Pologne et à son indépendance."

La question polonaise a été discutée pendant sept sessions plénières de la conférence (cf la très bonne présentation de ces discussions chez Rollet, p. 419). ce qui témoigne d'une certaine insistance de la part des Occidentaux. Le problème de la frontière soviéto-polonaise et celui du gouvernement ont été largement débattus. Quant à la frontière théoriquement déjà fixée à Téhéran, selon la "ligne Curzon" (proposée sur suggestion de Lord George Curzon of Kedleston, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, en décembre 1919 comme frontière orientale de la Pologne. Elle devait passer par Suwalki, Grodno, ~~Brazzaville~~ sur Bug, le cours moyen du Bug et à l'est de Przemysl), les imprécisions de sa délimitation et la question de Lwow ont permis de rouvrir la discussion.

Pourtant ce n'est pas sur ces imprécisions que les Anglais et les Américains fondaient leur demande adressée à Staline de laisser Lwow à la Pologne: ils l'ont fait en faisant appel à la magnanimité du dictateur. Selon Hélène Carrère d'Encausse, une telle argumentation était la seule possible dans le contexte de Yalta et traduit bien les rapports de forces en ce début de l'année 1945.

Mais le problème de l'indépendance de la Pologne était, selon les alliés occidentaux, plus important encore. Churchill aurait voulu que les Polonais puissent librement organiser leur vie. L'argumentation était la suivante: l'Union Soviétique a reconnu comme gouvernement le Comité de Lublin, l'Angleterre reconnaît formellement le gouvernement en exil à Londres. Il s'agirait alors de créer ici, à Yalta, un gou-

vernement polonais composé d'hommes issus des deux, qui pourrait être reconnu comme provisoire et serait chargé d'organiser des élections générales et libres pour déterminer le régime politique et la structure administrative de la Pologne.

En répondant, Staline déclare que pour l'Union Soviétique la question polonaise était une question d'honneur mais aussi un problème "de sécurité": par deux fois, les Allemands ont passé par ce pays, menaçant l'Union Soviétique et cela à cause de la faiblesse de la Pologne. Il faut donc que la Pologne soit non seulement indépendante et démocratique, mais surtout "forte". . A propos des frontières polonaises, Staline soulignait que les Soviétiques ne voulaient pas de la ligne Curzon à l'est, décidée contre eux et sans eux. Lénine avait voulu dans le passé que Bialystok appartienne à l'Union Soviétique; aujourd'hui les Soviétiques renoncent à cette ville et à sa région, mais ne peuvent pas se priver de Lwow, car cela serait injuste vis-à-vis des Ukrainiens. A l'Ouest il propose la ligne de l'Oder et de la Nysa. En ce qui concerne le gouvernement, Staline s'est indigné que l'on puisse vouloir le créer sans les Polonais. Pour les soldats soviétiques, dit-il, le caractère du gouvernement polonais n'a aucune importance. Il doit seulement veiller à ce que, dans un pays libéré par l'Armée Rouge, "il n'y ait pas de guerre civile" et que "personne ne tire dans le dos des soldats soviétiques". "Le gouvernement de Lublin" remplit ce rôle à merveille, tandis que "les agents du gouvernement de Londres" sont très actifs en Pologne, dit-il. (cf Malinowski, 832 et ss.).

Finalement, le 11 février 1945, les négociateurs se sont mis d'accord (or, plus justement, les Américains ne se sont pas opposés) sur un texte relatif au problème polonais dans le communiqué final, intitulé "Déclaration de l'Europe libérée". En voici les points essentiels:

"La libération totale de la Pologne par l'armée rouge a créé dans ce pays une situation nouvelle [...] Le gouvernement provisoire, qui fonctionne actuellement en Pologne, devrait être réorganisé sur une base démocratique plus large en y comprenant les chefs démocratiques de la Pologne elle-même et des Polonais à l'étranger. Ce gouvernement prendrait alors le nom de gouvernement provisoire polonais de l'unité nationale [...]. Ce gouvernement provisoire sera tenu de procéder aussitôt que possible à des élections libres et sans contrainte sur la base du suffrage universel et du scrutin secret". Ensuite, les "trois grands" ont estimé "que la frontière orientale de la Pologne devra suivre la ligne Curzon", reconnaissant que celle-là accroîtrait ses territoires au Nord et à l'Ouest, mais que "la dé-

103

termination définitive des frontières occidentales de la Pologne devrait ensuite être renvoyée jusqu'à la Conférence de la Paix", qui - précisons-le - ne s'est jamais tenue."(Wyrwa, p. 470).

Un membre de la délégation britannique, Lord Gladwyn, commente :

"Il s'agissait de faire signer aux Russes un document stipulant que lorsqu'ils entrent dans un pays (Moscou préférait appeler cela "libération") auparavant occupé par les nazis, on y créera un gouvernement démocratique et organisera des élections libres. En principe, les gouvernements de ces pays devaient rentrer de l'exil. Certains Américains voulaient rendre ce document encore plus flou.

Finalement les Russes l'ont signé. En somme, c'était une bonne déclaration. Mais dans la pratique, dès que les Russes ont occupé la Pologne et ensuite la Roumanie, on a bien vu qu'ils n'avaient pas l'intention de mettre en pratique ces dispositions. D'ailleurs, je n'avais pas pensé qu'ils se tiendraient pleinement à cette déclaration, mais je croyais utile qu'on les persuade à la signer, que ce serait une espèce de "charte de réserve". (BBC, Eagle and small birds).

Effectivement. Staline attachait beaucoup d'importance à ces "élections libres". Il a passé beaucoup de temps à définir, avec Molotov, le terme de "fasciste", afin de pouvoir par la suite justifier l'écartement certains groupes non-communistes en tant qu'électeurs.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, M. A. Harriman avait, dans une dépêche datée du 28 décembre 1944, averti son gouvernement que selon Moscou les états limitrophes "ont droit à l'indépendance" mais doivent avoir des gouvernements "amicalement disposés" envers Moscou, et que les termes d'"indépendant" et "amicalement" avaient, en Union Soviétique, une signification autre que dans le monde occidental [Malinowski, p. 828].

Alger Hiss, chef du secrétariat particulier du président Roosevelt :

"On m'a demandé à plusieurs reprises pourquoi nous n'avons pas dit carrément "non" à Staline: "nous ne te donnerons pas la Pologne!"

Et bien, la réponse à cette question est la suivante: si nous nous obstinions en faveur de la Pologne, l'alliance anti-nazie volerait en éclats. Nous n'étions pas en mesure, alors, de nous battre contre les Russes et, qui plus est, Staline avait déjà entre ses mains la moitié, voire les trois-quarts de la Pologne.

104

Il l'avait entre les mains car son armée s'y trouvait.[...]. mais la disposition relative aux élections libres était écrite de telle façon dans le document, que l'on peut dire qu'elle a été violée après". [BBC Eagle and Small Birds].

"Au retour, à Londres, Churchill parle à la Chambre des communes des heureux jours qui attendent la Pologne. Il a eu l'impression, dit-il, que Staline désirait vivre dans une amitié et une égalité honorables avec les démocraties occidentales. A la séance plénière du Congrès, Roosevelt déclare que les Trois Grands avaient réalisé l'accord le plus favorable qui était possible". [Rollet, p. 421].

L'enthousiasme des grands leaders était contagieux. Le "New York Times" du 13 février 1945 affirmait que les dispositions arrêtées "fondent et dépassent les espoirs qui ont été liés avec cette importante rencontre [...], elles indiquent le chemin vers une victoire rapide en Europe, vers une paix durable et un monde meilleur".

Dans le "Washington Post" du 28 février 1945, on affirme que "La déclaration de Yalta, quel que soit l'avenir, restera un immense pas en avant vers l'établissement définitif d'un monde de paix et d'ordre".

Le "New York Herald Tribune" du 15 février 1945 publie un texte de la plume du très avisé Walter Lippman, dans lequel ce commentateur affirme que Churchill, Staline et Roosevelt "ont arrêté et renversé le cours normal des choses qui veut que la coalition victorieuse se relâche au fur et à mesure que la fin de la guerre approche [...]. cette fois-ci, l'alliance militaire a prouvé qu'elle n'est pas un phénomène éphémère face à l'ennemi, mais qu'elle est véritablement le fond et le coeur d'un nouvel ordre international".

Rares furent les sceptiques. Le 16 février 1945, le "Wall Street Journal" met en garde que l'accord de Yalta relatif à l'Europe centrale "doit, par la force des choses, conduire à des relations de plus en plus insatisfaisantes entre les Etats-Unis et la Russie".

On trouve quand-même une voix plus réaliste encore: André Viss on, dans son article "Grandes puissances et petites nations", publié dans le "Washington Post" du 18

février 1945, constate que les Etats-Unis deviennent finalement responsables de l'avenir de l'Europe et manifestent certains signes d'une volonté de s'opposer à la domination soviétique sur l'Europe de l'Est - contrairement à [la conférence de] Téhéran, où ils paraissaient se désintéresser des rapports de force après la guerre et être prêts à accepter "le partage de l'Europe en deux zones d'influence".

[Kultura, p. 127]

Dans les pays concernés eux-mêmes, "l'homme de la rue" était infiniment plus réaliste.

Dans une interview accordée au mois de février 1985 au mensuel italien "Trenta Giorni", Czeslaw Milosz, Prix Nobel de Littérature, il y a quarante ans un jeune poète, raconte les réactions d'alors: Au moment où l'information tombe, Milosz se trouve à Cracovie, ville occupée par l'armée rouge. Ni lui-même, ni aucun de ses amis, n'eurent - dit-il, la moindre illusion quant à la véritable signification de ces accords.

"Nous nous sentions trompés, trahis même par nos alliés. Ni Roosevelt, ni (en moindre mesure) Churchill, n'avaient le sens de l'unité de l'Europe. Ils se sont laissés guider par une illusoire division de notre continent en zones d'influence. [...] (Aujourd'hui) domine en Europe une conscience de l'unité et donc de la nécessité de surmonter le partage actuel." La vive réaction à la naissance et à la dissolution de Solidarnosc en Pologne en témoignent. "Si l'on compare cette résonance aux réactions des gouvernements occidentaux et de l'opinion publique occidentale à l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1968, on voit une nette évolution".

Interrogé au sujet d'une possible annulation de ce partage de l'Europe initiée à Yalta, Milosz, "sans être politologue", constate que la solidarité entre Polonais, Tchèques, Slovaques et Hongrois est l'expression d'un sentiment croissant d'appartenir au centre de l'Europe. Et cela est essentiel pour ce qu'on appelle le "départ pacifique de Yalta".

EN GUISE DE CONCLUSION

Le phénomène de Solidarnosc a effectivement ranimé l'intérêt pour et le débat sur la Déclaration de Yalta. La proclamation de l'état de guerre en Pologne s'inscrit de façon manifeste dans la logique de l'interprétation stalinienne du document, et confirme - une fois de plus - la permanence de la politique soviétique en Europe Centrale.

Depuis trois ans, la presse officielle polonaise s'est fait championne des accords passés il y a quarante ans. Bien entendu, loin d'être l'expression de l'opinion publique, cette presse sert à transmettre le canon de la politique officielle.

Le 4 février 1985, "Trybuna Ludu", l'organe du parti au pouvoir, a publié un texte intitulé "Yalta - la sécurité de l'Europe et de la Pologne", dans lequel il ne s'agissait pourtant pas seulement de commémorer un anniversaire:

"L'actualité de Yalta est due à d'autres causes: des forces de confrontation bien connues en Occident tendent à réviser les rapports de forces de l'après-guerre et à obtenir un avantage en Europe également. Elles se prononcent en faveur d'un "dépassement de Yalta". Ces forces insinuent que Yalta aurait contribué au "partage" de l'Europe, à la création de "zones d'influence" et à perpétuer "la division de l'Allemagne". [...] Ce sont les révisionnistes, particulièrement incorrigibles sur le Rhin, qui favorisent cette opinion, eux qui rêvent de reconstruire "le Reich dans les frontières de 1937", et d'annuler les conséquences de la deuxième guerre mondiale provoquée par l'Allemagne nazie".

"Quarante ans après la conférence de Yalta, on essaie d'interpréter ses conséquences de façon utilitaire, caractéristique pour les buts stratégiques de confrontation poursuivis par la politique de l'impérialisme et des révisionnistes, qui rêvent de faire tourner en arrière la roue de l'histoire en Europe, de refouler le socialisme à l'Est de la Labe. Les hommes politiques de premier plan aux U.S.A., applaudis avant tout par les revanchards ouest-allemands, se prononcent dans un tel esprit".

Et le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a dit pendant sa conférence de presse du 5 février 1985:

"Malheureusement, le 40e anniversaire de Yalta, tout comme le 40e anniversaire de la victoire sur le fascisme, sont exploités par les falsificateurs de l'histoire animés par l'esprit de la guerre froide. Ils espèrent

voir l'histoire effacer de la conscience des peuples et des individus la mémoire des années terribles de la deuxième guerre mondiale, et rendre ainsi possible la manipulation des faits historiques pour satisfaire les buts politiques immédiats et, concrètement, l'intensification des tensions dans les relations internationales, pour augmenter l'agression de la propagande et s'ingérer dans les problèmes de pays tiers. Mais ces calculs sont voués à l'échec".

[Rzeczpospolita, 12 février 1985]

Ces affirmations, somme toute pas trop sophistiquées, sont étayées par des considérations plus savantes. Le professeur Alfons Klafkowski, spécialiste en droit international, se prononçait ainsi au cours d'une rencontre consacrée à "certains aspects des accords conclus en 1945 par les puissances des "Trois Grands", au cours des conférences de Yalta et de Potsdam:

"Au moment où les décisions de Yalta et de Potsdam furent prises, le droit positif international sur les traités n'existait pas; il n'y avait qu'un droit coutumier qui avait atteint un point d'évolution tel, qu'il pouvait constituer le mécanisme de formulation des accords internationaux. Ce n'est qu'en 1969, que la Conférence de Vienne a réglé le droit des traités qui a donné au système existant du droit coutumier sa pleine valeur juridique".

Bien que les accords de Yalta et de Postdam n'aient pas été ratifiés par les parlements et les gouvernements des différents états, comme cela est prévu par la Convention de Vienne, les discours prononcés par les leaders des états-signataires à leur retour de Crimée et de Potsdam, ainsi que le fait que [ces documents] aient été publiés dans des recueils contenant les accords qui constituent le droit international, conduisent à la conclusion qu'il y avait, chez toutes les parties, la volonté de les respecter. Ces accords, se substituant à un Traité de Paix, sont également des accords à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils sont irrévocables". [...]. Du point de vue légal, l'accord de Potsdam constitue pour la Pologne un "pactum in valorem tertii". C'est un type particulier d'accord international, conclu en faveur d'un état tiers qui n'est pas lui-même partie prenante de l'accord, bien qu'il ait pu participer à la négociation. Il ne peut pas non plus être changé sans son acceptation" [...].

[Slowo Powszechne, 7 mars 1985]

Quel est alors l'avenir de Yalta?

Il faudrait que ces documents n'aient plus qu'un passé. Mais le chemin à parcourir est long. Car les paroles qui suivent, prononcées il y a 46 ans, sont toujours d'actualité:

"Le drame dont nous sommes les témoins, est plus grave et plus émouvant que celui de 1914-1918. Il n'est point exclusivement politique ou économique. Il est immense et profond. Une crise interne ébranle les fondements mêmes de la civilisation moderne, à l'heure exacte où elle s'enorgueillissait d'avoir, par ses découvertes, bouleversé l'aspect du globe, transformé la vie des hommes, conquis la maîtrise de la matière".

Jacques Bardoux, L'Ordre Nouveau.
Face au communisme et au racisme,
Paris, Librairie Hachette, 1939, p.
223, cité par Wyrwa, p. 80.

* * * * *

Ainsi s'achève ce dossier pour lequel nos lecteurs ont droit à un mot de commentaire. Ayant su très tard, qu'une émission consacrée à Yalta doit être réalisée dans le cadre des Dossiers de l'Ecran, le mardi 2 avril 1985, nous n'avions que très peu de temps pour le rédiger. Il n'est pas l'oeuvre d'historiens et n'a aucune prétention scientifique. Son seul rôle est d'être un minuscule guide pour les lecteurs moins experts, afin de faciliter leur réception de cette émission.

A.B.

BIBLIOGRAPHIE

- [BBC] - Héritage de Yalta, titre original: Eagle and Small Birds, série de 12 émissions en anglais par le I^{er} programme de la BBC en 1983 et reprises par la section polonaise de la BBC entre le 6 janvier et le 24 mars 1985.
- [Conte] - Arthur Conte - L'après Yalta, Plon, Paris 1982.
- [Encausse] - Hélène Carrère d'Encausse, Le Grand Frère, Flammarion, Paris 1983.

- [Holzer] - Jerzy Holzer, Solidarnosc 1980-1981, Geneza i Historia, ed. Instytut Literacki, Paris 1984
- [Katyn] - Stanislaw Swianiewicz, W cieniu Katynia (A l'ombre de Katyn), Instytut Literacki, Paris 1976.
- [Katyn-docum.] - Zbrodnia Katynska w swietle dokumentow, (Le crime de Katyn à la lumière des documents), Gryf, London 1980.
- [Kultura] - Kultura (La culture), mensuel, Paris, 1985, n° 1/2.
- [Malinowski] - Stanislaw Pobog-Malinowski, Najnowsza Historia polityczna Polski 1864-1945, vol. III - période 1939-1945, 2e partie du vol. II, London 1981, pp. 930.
- [Poland] - M.K. Dziewanowski, Poland in the 20th Century, Columbia University Press, New York 1977.
- [Rollet] - Henry Rollet, La Pologne au XXe siècle, A. Pedone, Paris 1985.
- [Stypulkowski] - Zbigniew Stypulkowski, Zaproszenie do Moskwy (Invitation à Moscou), vol. II, éd. Odnova, London 1977.
- [Wyrwa] - Tadeusz Wyrwa, La Résistance polonaise et la politique en Europe, éd. France Empire, Paris 1983.

BON DE COMMANDE

NOM

ADRESSE COMPLETE

- ° ABONNEMENT NORMAL 250 F TTC POUR 24 NUMEROS
400 F TTC POUR 48 NUMEROS (UN AN)
- ° ABONNEMENT DE SOUTIEN A PARTIR DE 500 F - ETUDIANTS: 200 F
- ° PRIERE D'ENVOYER QUELQUES EXEMPLAIRES GRATUITS

Chèques à l'ordre de ADPP CCP 1 155 20 Y Grenoble

Numéros séparés: 12 F, numéros doubles 15 F.

Secrétariat et rédaction: A. Bukowski, 23 rue Lionel Terray,
38400 ST MARTIN D'HERES, tél. (76)
25 54 73